

Immigration : une politique pour l'extrême droite et le patronat

Macron, discrédité pour sa « politique sociale » sort le grand jeu sur l'immigration pour convaincre l'électorat sensible au Rassemblement national et donner satisfaction au patronat. Le gouvernement s'empresse, dans ce qui ne sera même pas un vrai débat parlementaire, de faire voter des mesures réactionnaires et inhumaines en moins de deux jours.

L'immigration choisie c'est une pratique coloniale

Certain·e·s d'entre nous ont dans leur famille un père, un grand père, un frère que des industriels sont venus chercher dans les années 50 et 60 parce que la main d'œuvre était insuffisante ici. Ces travailleurs ont occupé les postes les plus mal payés, souvent sans avoir les mêmes droits que les autres comme les cheminots marocains embauchés depuis leur pays pour la SNCF, les "Chibanis". C'est la même politique que Macron veut pour fournir de la main d'œuvre aux employeurs qui ne trouveront pas celle-ci en France parce que les conditions de travail sont difficiles et les salaires bas. Cette manière de faire a des conséquences multiples :

- Fixer des métiers, fixer des quotas, c'est contraindre les travailleurs et travailleuses immigré·e·s à des choix qui ne sont pas nécessairement les leurs.
- C'est aussi, pour des métiers qualifiés, se procurer de la main d'œuvre bon marché tout en vidant dramatiquement certains pays de leurs travailleurs et travailleuses qualifié·e·s, formé·e·s dans les universités locales notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'informatique...

Restreindre le droit à la santé des demandeur·euse·s d'asile et des sans-papiers c'est jouer avec leur vie et avec la santé de tous et toutes

Les restrictions compromettant l'accès aux soins vont mettre les personnes qui arrivent en France dans des situations dangereuses, en particulier parce qu'elles sont souvent à la rue ou hébergées dans des conditions très précaires. Les problèmes de santé qui peuvent en résulter sont une menace au-delà de ces personnes : maladies infectieuses, épidémies...

Durcir les conditions du regroupement familial et de régularisation des parents d'enfants nés en France c'est s'en prendre aux femmes et aux enfants

Le gouvernement veut durcir les conditions d'accès à cette régularisation, il met déjà en œuvre toutes sortes de restrictions pour contester le caractère des relations familiales laissant notamment des femmes avec enfants dans l'impossibilité d'être régularisées, d'avoir accès aux droits, et d'être en sécurité.

Les migrant·e·s d'hier sont nos familles, ceux et celles d'aujourd'hui seront nos familles demain, leur santé est la nôtre et leurs enfants sont dans les mêmes écoles que les nôtres. Alors toute cette politique doit cesser.

La mondialisation des échanges et des flux financiers est là, la liberté de circulation ne peut pas être freinée. La première chose qui devrait être faite, c'est de régulariser les milliers de travailleur·euse·s sans papiers et de permettre à ceux et celles qui viennent ici de travailler de le faire dans des conditions dignes, c'est-à-dire d'abord légalement.

- Liberté de circulation
- Régularisation de tous et toutes les sans-papiers
- Droit au travail, à la santé et à un logement digne

**31 rue de la Grange
aux belles
75 010 Paris**

**Téléphone 33 1 58 39 30 20
Télécopie 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

